



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/12051
14 avril 1976
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 13 AVRIL 1976, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR
LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA TURQUIE AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de joindre à la présente une lettre datée du 13 avril 1976
qui vous est adressée par M. Nail Atalay, représentant par intérim de l'Etat
fédéré turc de Chypre.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette
lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent,
(Signé) Ilter TURKMEN

Annexe

Lettre datée du 13 avril 1976, adressée au Secrétaire général
par M. Nail Atalay

Vous trouverez ci-après un certain nombre d'extraits d'une conférence de presse qu'a donnée, le 12 avril 1976, S. Exc. M. Vedat Celik, ministre d'Etat de l'Etat fédéré turc de Chypre au sujet des dernières accusations formulées par M. Christophides, ministre des affaires étrangères de l'administration chypriote grecque :

"Le camp turc ne cherche pas à dicter ses conditions dans les négociations, mais si l'on veut que les propositions (soumises par l'un ou l'autre des deux camps) aient un sens, il ne faut pas qu'elles soient fondées sur des contrevérités. Or, le camp chypriote grec a mensongèrement et délibérément tenté d'introduire dans ses propositions le nom et l'autorité du Secrétaire général. Le camp turc ne pouvait laisser passer pareille manoeuvre d'autant que sur ce point précisément, un avertissement très clair avait été donné à M. Clerides par M. Denktas, en présence de M. Pérez de Cuéllar, le représentant spécial du Secrétaire général à Chypre.

On devrait savoir gré à M. Denktas de n'avoir pas renvoyé aux Grecs l'ensemble de leurs propositions du seul fait qu'elles contenaient un mensonge d'une perfidie aussi calculée mais de leur avoir simplement retourné la partie dans laquelle figurait cette référence fallacieuse au Secrétaire général. Ce faisant, le camp turc a montré qu'il est disposé à entreprendre des négociations valables, mais sans permettre aux Chypriotes grecs d'utiliser leurs propositions pour marquer des points sur le terrain de la propagande tapageuse."

Au sujet de l'avertissement lancé par M. Christophides comme quoi "si les négociations aboutissent à une impasse, le camp chypriote turc en aura l'entière responsabilité", M. Celik a dit :

"Rien de ce qui peut se produire désormais à Chypre ne peut être dissocié de ce qui a été fait à Chypre par le camp chypriote grec depuis décembre 1963. Ceux qui ont eu recours à la violence pour détruire notre indépendance bicommunautaire (et avec elle la communauté chypriote turque) ne peuvent pas dire maintenant qu'ils ne sont pas, ou seulement pour moitié, responsables. Si les négociations aboutissent à une impasse, ce sera la faute du camp grec qui continue à abuser du nom et de l'autorité du Secrétaire général, d'une manière incompatible avec la vérité et avec la moralité internationale. Le camp grec ne doit pas s'attendre à ce que nous les aidions à nous faire un mauvais procès en fermant les yeux sur leurs mensonges répétés et sur leur propagande tendancieuse."

M. Celik a réfuté l'affirmation de M. Christophides selon laquelle le camp chypriote grec aurait soumis ses propositions à temps. Il a déclaré à ce sujet :

"Même sur cette question, M. Christophides continue de mentir délibérément. Les Chypriotes grecs n'ont pas communiqué leurs propositions à temps. Ils ont fait courir le bruit mensonger que les propositions seraient échangées au cours d'une même journée, le 3 avril, alors que l'accord prévoyait que les propositions grecques seraient remises au camp turc au moins 10 jours à l'avance. Il est décourageant de constater que même sur ce point, M. Christophides a encore recours au mensonge."

M. Celik a réaffirmé que la partie des propositions grecques qui avait été retournée ne l'avait pas été, comme on le prétendait, "parce qu'elle n'avait pas plu aux Turcs", cela équivaldrait à prétendre que le reste des propositions agréait aux Turcs. A cet égard, M. Celik a déclaré :

"Tout cela est à cent lieues de la vérité. Les propositions grecques dans l'ensemble ne témoignent ni de sagesse ni de hauteur de vues et tournent le dos à la réalité. Toutefois, nous y répondrons. Mais nous ne pouvons pas accepter la partie qui concerne le territoire parce qu'elle était présentée dans une perspective déformante dans le but d'associer le Secrétaire général à des propositions dépourvues de réalisme, que celui-ci a déjà déclaré publiquement n'avoir jamais faites."

Il a ajouté que le camp turc était disposé à remettre ses propositions à M. Pérez de Cuéllar en temps opportun : "Quand nous aurons en main leurs propositions concernant les questions de territoire, nous leur communiquerons les nôtres à ce sujet", a-t-il confirmé.

Interrogé sur la question de savoir s'il représenterait le camp turc dans les futures négociations, M. Celik a répondu : "Ce sera à M. Denktas, président de l'Etat fédéré, d'en décider, en consultation avec d'autres organes. Nous ne savons pas encore officiellement qui est le négociateur grec, qui il représente ni à quel titre".

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le représentant par intérim de l'Etat
fédéré turc de Chypre,

(Signé) Nail ATALAY

